

Conseillers élus	33
En fonction	33
Présents	30
Excusés	3
Procurations	3

**Procès-Verbal des Délibérations  
du Conseil Municipal de la Ville de CERNAY  
de la séance du 10 novembre 2017**

**Sous la présidence de Monsieur Michel SORDI, Maire**

Monsieur le Maire ouvre la séance du Conseil Municipal à 20h04. Il souhaite la bienvenue à tous les Conseillers Municipaux présents et salue également le public et les représentants de la presse.

Le Conseil Municipal procède à la désignation du secrétaire de séance et de son auxiliaire. Sont désignés à l'unanimité Monsieur Guillaume GERMAIN, Adjoint au Maire, en tant que Secrétaire, et Monsieur Philippe GROSS, Directeur général des services, en tant qu'auxiliaire.

Monsieur le Maire donne lecture des procurations.

Présents      Monsieur Michel SORDI, Madame Catherine OSWALD, Monsieur Alain BOHRER, Madame Anita BURGER, Messieurs Emile MOUHEB, Claude MEUNIER, Guillaume GERMAIN, Madame Annie GADEK, Messieurs Michel FLIEG, Mario CRACOGNA, Madame Catherine GOETSCHY, Monsieur Bernard SOMMER, Mesdames Chantal BURGERMEISTER, Martine PIERRE, Nicole WIPF, Sonia KUENY-TRAVERSI, Josiane BOSSERT, Messieurs Dominique STEIGER, Thierry BILAY, Mesdames Santa FIERRO, Marie STUTZ, Monsieur Michel LEDEUR, Madame Virginie BONNET, Messieurs Fabrice ANASTASI, Giovanni CORBELLI, Jacques MULLER, Madame Sylvie REIFF-LEVETT, Messieurs Christophe MEYER, Joaquim RODRIGUES, Madame Anne EBERLEIN

Absents excusés et non représentés      Néant

Absents non excusés      Néant

Ont donné procuration      M. Jérôme HAMMALI donne procuration à Guillaume GERMAIN  
Mme Monique SAMOLANY-ZIND donne procuration à Claude MEUNIER  
Mme Claudine MUNSCH donne procuration à Virginie BONNET

Assiste également Monsieur Philippe GROSS, Directeur Général des Services.

## **Ordre du jour**

- 1 – Présentation de l'extension de l'hôpital de Cernay (information)
- 2 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 27 septembre 2017
- 3 - Communications
- 4 - Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Maire (information)
- 5 - Association EPICEA - Désignation des représentants de la Ville
- 6 - Monde associatif - « Alsacienne cyclosportive » - Convention d'objectifs et de moyens pluriannuelle
- 7 – Implantation de relais de télérelève (GRDF) - Convention
- 8 – Prise en charge des travaux de l'église Saint-Etienne
- 9 – Révision du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) – Projet de Périmètre Délimité des Abords (P.D.A.) de Cernay
- 10 - Domaine communal
  - 10.1 – Zone industrielle Europe – Vente d'un terrain à ENDRESS+HAUSER FLOWTEC AG
  - 10.2 – Constitution d'une servitude de passage rue René Guibert au profit de ROSACE
  - 10.3 – Main levée d'inscription au Livre Foncier – Restriction au droit de disposer
- 11 - Ressources humaines
  - 11.1 – Création d'emplois permanents
  - 11.2 – Création d'un emploi permanent d'attaché territorial à temps complet au titre de la promotion interne
  - 11.3 – Actualisation du tableau des effectifs de la collectivité - Suppression d'emplois permanents
- 12 - Communauté de communes de Thann-Cernay (CCTC)
  - 12.1 - Modification des statuts – Evolution des compétences intercommunales
  - 12.2 - Pacte fiscal et financier 2015-2020 - Avenant n°2
  - 12.3 - Fonds de concours CCTC – Demande de versement
  - 12.4 - Rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement
- 13 - Questions orales
- 14 - Informations à la Municipalité

## **1 – Présentation de l'extension de l'hôpital de Cernay (information)**

Monsieur SORDI rappelle que l'assemblée avait émis un avis favorable à l'unanimité au regroupement des hôpitaux du territoire le 27 janvier 2014 et que ce regroupement est effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Ce regroupement était la condition sine qua non au maintien de la maternité à Thann. C'était donc aussi un choix qui affirmait une solidarité de territoire.

En sa qualité de Président du Conseil de surveillance de l'hôpital de Cernay, il s'est investi dans le projet d'extension. Il lui a donc semblé naturel que celui-ci soit présenté, s'agissant d'un équipement d'importance pour notre commune.

Il passe la parole aux représentants du Groupement hospitalier de la région de Mulhouse Sud-Alsace pour la présentation du projet de l'extension de l'hôpital de Cernay :

- Madame Céline SCHANDLONG, Directrice déléguée,
- Monsieur Franck NOTALE, Directeur des travaux et de la maintenance technique,
- et enfin l'architecte du projet.

---

*Répondant à une question de Josiane Bossert, Céline Schandlong, Directrice déléguée (Groupement Hospitalier de la Région Mulhouse Sud Alsace – GHRMSA), précise que les repas de l'hôpital de Cernay bénéficient d'une gestion mutualisée via la cuisine centralisée de l'hôpital de Thann qui fournit également l'établissement de Bischwiller-les-Thann.*

*Successivement Josiane Bossert, Michel Ledeur et Joaquim Rodrigues interrogent Céline Schandlong sur les éventuels liens de causalité entre l'organisation du travail, l'évolution des effectifs, la qualité du service, le cadre de travail du personnel soignant et le projet d'extension de l'hôpital de Cernay.*

*En réponse, Céline Schandlong rappelle que les moyens humains affectés aux hôpitaux relèvent des choix opérés au niveau national sur lesquels le GHRMSA, et davantage encore l'hôpital de Cernay, n'ont pas de prise. Elle veut néanmoins croire que ces travaux d'extension, parce qu'ils amélioreront non seulement la qualité d'accueil des patients mais également le cadre de travail des agents hospitaliers, permettront d'accroître le bien-être au travail et réduiront l'absentéisme du personnel.*

*Christophe Meyer aimerait connaître la cause de cet absentéisme.*

*Céline Schandlong répond que la principale est celle que l'on retrouve communément dans l'ensemble des Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EPAPDH), à savoir les troubles musculosquelettiques.*

---

## **2 – Monsieur le Maire rapporte le point n°2**

### **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 27 septembre 2017**

Le procès-verbal a été transmis au domicile de chaque élu.

---

*Christophe Meyer rappelle que son abstention, de même que celle de l'ensemble des élus de la minorité municipale, lors du vote relatif à la motion en faveur du maintien du dispositif fiscal "Pinel", était justifiée par la non-présentation du texte de celle-ci lors de la dernière séance du Conseil municipal. Il demande donc que cela figure dans le procès-verbal.*

*Michel Sordi s'engage à rajouter cette précision dans le procès-verbal de la réunion du Conseil municipal du 27 septembre 2017.*

---

Aucune autre remarque n'étant formulée, il est adopté à l'unanimité et signé.

Adopté à l'unanimité
----------------------

### **3 – Monsieur le Maire rapporte le point n°3**

#### **Communications**

Néant

### **4 – Monsieur le Maire rapporte le point n°4**

#### **Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Maire (information)**

##### **4.1 – Déclarations d'intention d'aliéner – Droit de préemption non exercé**

Immeuble sis	Nature	Surface	Désignation cadastrale	Cédés par
10 avenue Montaigne	appt + gge	68,12 m <sup>2</sup>	Section 80 n°226	WALTER Philippe MARGOTTEAU Martine
6 avenue Montaigne	appt + gge	50,21 m <sup>2</sup>	Section 80 n°123	DEFRENNE Mireille



*Surpris par le faible nombre de Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) soumises, pour information, au Conseil municipal au titre des délégations données au Maire, Christophe Meyer demande si elles sont bien toutes présentées.*

*Michel Sordi lui répond par l'affirmative en précisant que depuis la fin du Plan d'Occupation des Sols (POS) et le passage au Règlement National d'Urbanisme (RNU), dans l'attente de l'entrée en vigueur du Plan Local d'Urbanisme (PLU), seules les cessions au sein de la ZAC des "Rives de la Thur" sont soumises à la mairie en raison d'un règlement particulier régissant cette zone spécifique.*

---

## **4.2 – Marchés publics**

La Ville a engagé une consultation pour les travaux de rénovation de l'église Saint-Etienne.  
Les attributaires sont :

Lot n° 1 – Menuiserie bois (changement de 5 portes)	Menuiserie ébénisterie DATTIER Albert 25 rue des Prés 68640 FELDBACH pour un montant de 67 435,43 € HT
Lot n° 2 – Sas d'entrée (deux sas latéraux)	Métallerie NOUYRIT François ZA – 1 rue du Cimetière 67117 FURDENHEIM pour un montant de 37 800,00 € HT

La Ville a engagé une consultation pour l'extension de la vidéoprotection (tranche 5).  
L'attributaire est :

Société ENGIE INEO INFRACOM SNC  
Agence nord est  
5 rue Lavoisier 21603 LONGVIC Cedex  
pour un montant de 117 956,88 € HT

La Ville a engagé une consultation pour les travaux de réparation de chaussées (pontage/blowpatcher). L'attributaire est :

Société TRADEC  
37 chemin du Schoenenwerd 68000 COLMAR  
pour un montant de 41 725,00 € HT

## **5 – Monsieur le Maire rapporte le point n°5**

### **Association EPICEA - Désignation des représentants de la Ville**

EPICEA est une association créée en 2001, pour « porter un chantier d'insertion par l'environnement sur le territoire du Pays Thur-Doller » à destination principalement des

organismes publics : communes, intercommunalités, Conseil départemental, bailleurs sociaux, Office National des Forêts, SNCF etc.

Cette structure vise à insérer, par le travail, des personnes confrontées à des difficultés particulières d'insertion professionnelle comme l'atteste leur éligibilité à l'agrément

« Insertion par l'Activité Economique » (IAE) : bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), travailleurs handicapés, jeunes sans qualification, chercheurs d'emploi de plus de 50 ans etc.

EPICEA offre également, dans le cadre de cet objectif d'insertion par le travail, un accompagnement socio-professionnel pour répondre aux difficultés sociales propres à leurs salariés, notamment pour la finalisation de leur projet professionnel et par l'accompagnement à l'emploi.

Cette association, aux activités diverses (entretien d'espaces verts, déneigement, distribution d'imprimés etc.), comptait l'année passée 42 salariés en insertion, dont 70 % sont issus du seul territoire de la Communauté de Communes de Thann Cernay.

Or, nombre d'entre eux habitent la Ville de Cernay, raison pour laquelle l'association EPICEA propose à la commune d'être représentée au sein de son Conseil d'administration.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la proposition de l'association EPICEA ;

Désigne à l'unanimité, en son sein, un Conseiller municipal titulaire et son suppléant, pour siéger au sein du Conseil d'administration de l'association EPICEA :

- M. Claude MEUNIER, en qualité de titulaire (33 voix)
- M. Michel FLIEG, en qualité de suppléant (33 voix)

Adopté à l'unanimité
----------------------

## **6 – Monsieur Dominique STEIGER rapporte le point n°6**

### **Monde associatif - « Alsacienne cycloportive » - Convention d'objectifs et de moyens pluriannuelle**

L'ALSACIENNE EVENEMENTS est une association créée en 2017.

Son but est de proposer une manifestation internationale annuelle en vue d'organiser des courses cyclistes amateurs proposant différents parcours et épreuves permettant d'impliquer de nombreux acteurs, bénévoles ou professionnels : « L'Alsacienne cycloportive ».

Ce faisant, cette association contribue également au rayonnement touristique et à la notoriété de la commune, par le biais de cette manifestation internationale de grande qualité qu'est « l'Alsacienne Cyclo sportive ».

La Ville de Cernay ayant pour ambition d'apporter son soutien aux sports de loisirs et de favoriser la pratique sportive, elle envisage donc de formaliser une convention avec l'association afin de définir des objectifs partagés et les moyens mis à disposition par la commune.

---

*Christophe Meyer fait remarquer que contrairement à ce qu'indique la délibération L'ALSACIENNE EVENEMENTS, l'association support de "L'Alsacienne cyclo sportive", n'est pas membre de la Fédération des Associations de Cernay (FAC).*

*Michel Sordi en prend acte tout en précisant que le processus d'adhésion est en cours.*

*Christophe Meyer aimerait savoir si les installations communales mises à disposition à la faveur de cette convention pluriannuelle le seront gracieusement.*

*Michel Sordi lui précise que pour l'heure, ces mises à disposition seront en effet gracieuses.*

*Christophe Meyer estime que la clause de la convention pluriannuelle relative à la charte graphique manque de précision.*

*Pour Guillaume Germain c'est pourtant évident, il ne peut s'agir que de la charte graphique du logo communal.*

*De manière générale, Christophe Meyer trouve que cette convention aurait mérité d'être plus exigeante pour L'ALSACIENNE EVENEMENTS, au moyen de contreparties plus strictement définies, par exemple en imposant que le village de départ soit forcément localisé à Cernay ou en fixant un chiffre plancher de participants.*

*Pour Michel Sordi, cette convention est avant tout marquée du sceau de la confiance, elle est la traduction symbolique du partenariat que la Ville de Cernay et L'ALSACIENNE EVENEMENTS entendent nouer afin de pérenniser "L'Alsacienne cyclo sportive".*

*Pour sa part, Catherine Oswald rappelle le contexte de cette convention pour mieux en expliquer la raison : la volonté de Michel Brayé, organisateur de "L'Alsacienne cyclo sportive", de formaliser dans la durée le soutien de la Ville de Cernay.*

---

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et en avoir délibéré ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 modifiant la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Approuve à la majorité, cinq votes contre (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) la convention d'objectifs et de moyens avec L'ALSACIENNE EVENEMENTS (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention.

Adopté à la majorité

Cinq votes contre (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

## **7 – Monsieur Michel FLIEG rapporte le point n°7** **Implantation de relais télérelève (GRDF) - Convention**

Depuis plusieurs années, GRDF mène un projet visant à moderniser son réseau avec la mise en place progressive de nouveaux compteurs.

Baptisés « GAZPAR », ces compteurs ont vocation à offrir de multiples avantages :

- une amélioration de la qualité de la facturation et de la satisfaction de la clientèle grâce à la transmission à distance des index réels de consommation ;
- un développement de la maîtrise de l'énergie grâce à des services innovants de diagnostic et de pilotage (information mensuelle de la consommation des clients, possibilité de données horaires, site internet etc).

GRDF souhaiterait ainsi faire partager ces améliorations aux abonnés au gaz de la commune. Pour ce faire et après évaluation de la faisabilité technique, la société aimerait équiper, à ses frais, des points hauts de la commune en y installant un capteur.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.212221-1 ;

Autorise à l'unanimité GRDF à implanter des relais de télérelève sur les bâtiments ou équipements communaux (cf. liste annexe 2 de la convention ci-jointe) ;

Approuve les termes de la convention proposée par GRDF (cf. annexe), notamment les conditions financières (50 €/site/an) et de durée (20 ans renouvelables) ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention proposée par GRDF, ainsi que tout document y afférent.

Adopté à l'unanimité
----------------------

## **8 – Monsieur Michel FLIEG rapporte le point n°8**

### **Prise en charge des travaux de l'église Saint-Etienne**

Au cours des prochains mois, une nouvelle phase de travaux de rénovation de l'église Saint-Etienne est programmée : réfection de toutes les portes (refaites à l'identique) et de deux sas d'entrée (profil acier rouillé et verre), en lieu et place des sas en bois qui seront démontés.

Le coût de ces travaux est estimé à 146 000 € toutes taxes comprises (lots travaux + maîtrise d'œuvre).

Or, comme le précise la circulaire du Ministre de l'intérieur du 29 juillet 2011 relative aux édifices du culte, il incombe en premier lieu aux établissements publics (fabriques des églises), d'assurer l'entretien et les travaux sur les lieux de culte, quelle que soit la personne publique propriétaire de ces édifices, en l'occurrence la ville de Cernay. Ce n'est qu'en cas d'insuffisance de ressources de l'établissement public du culte que la commune pourvoit aux charges d'entretien des édifices du culte en application de l'article L. 2543-3-3 du Code général des collectivités territoriales.

---

*Joaquim Rodrigues aimerait savoir quelle sera la destination des anciennes portes qui seront remplacées dans le cadre des travaux de l'église Saint-Etienne.*

*Michel Sordi lui indique que pour l'instant rien a été décidé quant au devenir de ces portes.*

---

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2543-3-3 ;

Vu la circulaire n° NOR/IOC/D/11/21246C du Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration du 29 juillet 2011 relative aux édifices du culte ;

Vu les comptes du Conseil de Fabrique de la paroisse catholique de Cernay et l'insuffisance de ressources qu'ils révèlent ;

Décide à l'unanimité de prendre en charge par la ville des travaux de rénovation de l'église Saint-Etienne, dont le coût est estimé à 146 000 € TTC.

Adopté à l'unanimité
----------------------

## **9 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°9**

### **Révision Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) de CERNAY**

La commune de CERNAY abrite sur son territoire trois édifices protégés au titre du Code du patrimoine (monuments historiques), qui génèrent chacun une servitude d'utilité publique globale appelée « périmètre de protection de 500 mètres ».

Il s'agit de :

- L'ancien Tribunal cantonal ;
- La Tour des anciennes fortifications de CERNAY (rue James Barbier) ;
- La Porte de THANN.

La superficie actuelle couverte par ces trois périmètres représente 130,80 hectares.

Par courrier en date du 21 septembre 2017, le service des Bâtiments de France (ABF) a proposé la mise en place d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA) qui intervient dans le cadre de la révision générale du document d'urbanisme (Plan local d'urbanisme) et qui doit se substituer au périmètre de protection de 500 mètres.

Cet outil permettrait de recentrer l'action du service des ABF dans des secteurs présentant un intérêt architectural et patrimonial. Ce nouveau périmètre réduirait très fortement (- 81%) la surface concernée qui ne s'élèvera plus qu'à 24,790 hectares.

Le PDA permettrait également de connaître avec précisions les limites s'appliquant aux avis conformes du service des ABF. De plus, les procédures, les délais et les démarches relatives aux autorisations d'urbanisme seraient clairement identifiées dès la phase de renseignement des pétitionnaires.

Une charte de « bonnes pratiques » à l'intérieur de ce périmètre complètera utilement cette démarche et permettra de connaître les attentes de l'architecte des Bâtiments de France en fonction de la typologie et de l'âge des immeubles.

Le PDA doit être soumis à l'accord du Conseil municipal pour le rendre applicable avec le futur Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le Périmètre Délimité des Abords demeure une servitude d'utilité publique.

Il doit se prononcer sur le nouveau tracé, avant que cette délimitation ne fasse l'objet de l'enquête publique qui portera également sur le projet de PLU arrêté.

---

*Outre les erreurs qu'ils ont relevées dans le rapport de présentation, Christophe Meyer et Sylvie Reiff estiment que le périmètre projeté est illogique et incohérent.*

*En réponse, Michel Sordi rappelle que le Périmètre Délimité des Abords (PDA) a été défini par les Architectes des Bâtiments de France (ABF), dont la compétence en matière de préservation du patrimoine bâti est difficilement contestable.*

---

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les articles L.621-30 et L.621-31 du Code du patrimoine ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 27 octobre 2014 prescrivant la révision générale du Plan d'Occupation des Sols et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme ;

Vu le courrier du service des ABF du 21 septembre 2017 par lequel ce dernier propose à la commune de mettre en œuvre une procédure de modification du périmètre généré par les monuments historiques de Cernay ;

Vu la proposition de Périmètre Délimité des Abords (rapport de présentation et plan ci-annexés) ;

Se prononce à l'unanimité sur le nouveau Périmètre Délimité des Abords des monuments historiques de CERNAY, conformément au rapport de présentation et au plan annexé à la présente délibération ;

Soumet le projet de Périmètre Délimité des Abords à la même enquête publique que celle relative au projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté.

Adopté à l'unanimité
----------------------



## **10 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°10**

### **Domaine communal**

#### **10.1 - Zone industrielle « Europe » - Cession d'un terrain à l'entreprise Endress+Hauser Flowtec AG**

Par courrier en date du 11 octobre 2017, l'entreprise Endress+Hauser Flowtec AG a fait part à la Ville de Cernay de ses besoins fonciers et de son intérêt pour un terrain communal dans le cadre de son développement.

Selon le procès-verbal d'arpentage établi par Monsieur Hubert ORTLIEB, géomètre à THANN, il s'agit des parcelles cadastrées suivantes :

Section 64 n°151 d'une surface de 9 a 55 ca

Section 64 n°179 d'une surface de 1 ha 38 a 61 ca

soit une surface totale de 1 ha 48 a 16 ca pour un prix de 3 000 € HT de l'are.

En application de l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales, le Pôle d'évaluations domaniales de la Direction Immobilière de l'Etat (communément appelée « France Domaines ») a confirmé, en date du 19 octobre 2017, son accord pour cette valeur.

Maître Hélène SIFFERT-KLUSKA, notaire à CERNAY, sera chargée de la rédaction de l'acte, tous les frais en résultant étant à la charge de l'acquéreur.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis de France Domaines en date du 19 octobre 2017 ;

Vu le courrier de Monsieur Thierry WEISSGERBER, Directeur de l'établissement Endress+Hauser de Cernay, en date du 11 octobre 2017 ;

Vu le procès-verbal d'arpentage n° 3216 du 26 octobre 2017 ;

Approuve à l'unanimité la vente à la société Endress+Hauser Flowtec AG - Succursale de Cernay 35 rue de l'Europe 68700 CERNAY, des parcelles cadastrées section 64 n°151 et n° 179 appartenant à la Ville de Cernay moyennant le prix total de 444 480 € hors taxes, sous les charges et conditions ordinaires et de droit, et sous les conditions suivantes :

- engagement de l'acquéreur de réaliser dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa responsabilité, un chemin d'une largeur de 6 mètres, en enrobé, sur la parcelle cadastrée section 64 n° 180 d'une surface de 11 a 39 ca, dépendant du domaine



privé de la Ville de CERNAY, au moment de l'aménagement de la parcelle limitrophe ;

- constitution par l'acquéreur, au profit de la Ville de CERNAY, d'un droit de préférence en cas de mutation à titre onéreux ou gratuit de tout ou partie des biens objets de la présente vente, et ce au prix stipulé aux présentes minoré de 10 %. Dans le cas où une partie seulement des biens immobiliers est cédée, ce prix est fixé au prorata de la surface vendue. Ce pacte de préférence subsistera de propriétaires en propriétaires durant dix années à compter de la signature de l'acte de vente, et s'éteindra de plein droit après ce délai.

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer l'acte à intervenir, ainsi que toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Adopté à l'unanimité
----------------------

## **10.2 – Constitution d'une servitude de passage rue René Guibert au profit de ROSACE**

Par délibération du 23 juin 2017, la commune a approuvé les conventions relatives à l'implantation des Sous Répartiteurs Optiques (SRO) nécessaires au déploiement du réseau très haut débit (Internet) par la société ROSACE au titre de la délégation de service public voulue par le Conseil Régional.

Cette technologie nécessite la mise en place d'un nœud de raccordement optique (NRO) qui desservira onze SRO.

La société ROSACE, chargée du déploiement du réseau, propose la mise en place d'un NRO sur un terrain situé rue René Guibert et appartenant à la Communauté de communes de Thann-Cernay (à proximité de la piscine).

Pour ce faire, cette société doit mettre en place un nouveau réseau depuis la chambre « France Telecom » L2T (représentée en orange sur le plan joint) située près du giratoire de la caserne des pompiers.

Ce réseau empruntera pour partie la propriété privée de la Ville de CERNAY, devant « l'Espace Culturel » en longeant la rue René Guibert, en direction de la piscine.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la demande de la société ROSACE du 23 octobre 2017 ;

Vu le plan d'implantation ci-annexé ;

Autorise à l'unanimité la société ROSACE à faire cheminer son réseau de fibre optique à travers un terrain privé communal aux conditions suivantes qui figureront dans la convention :

- enfouissement minimum de 0,80 mètres de profondeur et remise en état de l'ensemble des terrains traversés ;
- signalement obligatoire par la mise en place d'un grillage avertisseur ;
- fourniture obligatoire d'un plan informatique de récolement ;
- déplacement des réseaux aux frais de la société ROSACE ou de l'exploitant ultérieur en cas de construction d'un bâtiment ou d'un ouvrage nécessitant ce déplacement.

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Adopté à l'unanimité
----------------------

### **10.3 – Main levée d'inscription au Livre Foncier – Restriction au droit de disposer**

La Ville de Cernay était propriétaire de nombreux terrains dans la zone d'activités économiques dite « secteur Sud-Ouest » qui ont été vendus aux entreprises souhaitant s'implanter dans la zone.

Des charges garantissant un certain nombre d'obligations relatives à l'affectation du terrain et à sa constructibilité ont été contractualisées et inscrites au Livre Foncier au profit de la Ville.

Ces charges grèvent encore à ce jour certaines parcelles alors même que les obligations des constructeurs ont été remplies depuis la création de la zone. Par conséquent, ces charges sont obsolètes voire sans objet et n'ont plus lieu d'être.

De plus, ces inscriptions au Livre Foncier rendent la situation juridique incohérente au vu de la réalité des faits.

Ainsi, la Ville est régulièrement sollicitée par les propriétaires et leurs notaires, au moment des cessions, pour en obtenir leur mainlevée et leur radiation au Livre foncier. C'est l'objet de la présente délibération relative à l'inscription grevant l'ensemble immobilier situé 14 rue de la Ferme.

La parcelle constituant l'emprise du site, qui a été acquise le 14 avril 1978 auprès de la Ville, est encore grevée à ce jour d'une inscription à son profit.

Cette inscription consiste en une restriction au droit de disposer en garantie du respect de toutes les conditions et restrictions contenues dans le règlement portant programme général d'aménagement du secteur du Sud-Ouest et dans l'acte de vente du 14 avril 1978.

Devenue sans objet au vu du respect de la construction et de l'activité du site, et suite à la demande de Maîtres Christine KLEIN et Alexandre BIECHLIN, notaires à SIERENTZ, il est

proposé à l'assemblée municipale d'accorder la mainlevée de cette inscription et sa radiation au Livre foncier.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le courrier de Maîtres Christine KLEIN et Alexandre BIECHLIN en date du 18 juillet 2017 ;

Approuve à l'unanimité la mainlevée de cette inscription résultant de l'acte de vente du 14 avril 1978 consistant en une restriction au droit de disposer ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte à intervenir, ainsi que tous les documents se rapportant à ce dossier.

Adopté à l'unanimité
----------------------

## **11 – Monsieur le Maire rapporte le point n°11**

### **Ressources humaines**

#### **11.1 - Créations d'emplois permanents**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu de départs d'un certain nombre d'agents municipaux (retraite, mutation externe etc.), de leur remplacement, et de la nécessaire gestion du développement de carrière, il est proposé à l'assemblée municipale, seule compétente en ce domaine, de créer des emplois permanents relevant de la filière technique et sociale.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations du fonctionnaire ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 ;

Vu le budget de la collectivité territoriale ;

Vu le tableau des effectifs de la collectivité territoriale ;

Considérant les moyens humains nécessaires au bon fonctionnement des services municipaux ;

Crée à l'unanimité les emplois permanents suivants :

- 1 emploi permanent relevant du grade d'adjoint technique à temps complet ;
- 5 emplois permanents relevant du grade d'adjoint technique à temps non complet, à raison de 68,64 % d'un temps complet ;
- 1 emploi permanent relevant du grade d'adjoint technique à temps non complet, à raison de 98,82 % d'un temps complet ;
- 1 emploi permanent relevant du grade d'adjoint technique à temps non complet, à raison de 20 heures par semaine.
- 1 emploi permanent relevant du grade d'agent territorial spécialisé principal de 1<sup>ère</sup> classe des écoles maternelles, à temps non complet, à raison de 71,55 % d'un temps complet, au titre de l'avancement de grade.

Modifie en conséquence le tableau des effectifs de la collectivité ;

Inscrit au budget de la collectivité les crédits nécessaires.

Adopté à l'unanimité
----------------------

### **11.2 - Création d'un emploi permanent d'attaché territorial à temps complet au titre de la promotion interne**

Un agent a obtenu l'accès au grade d'attaché territorial au titre de la promotion interne et est inscrit sur la liste d'aptitude établie par le Centre de Gestion du Haut-Rhin.

L'autorité territoriale peut donc nommer par voie d'arrêté l'agent dans son nouveau grade sous réserve de l'existence d'un emploi correspondant.

Compte tenu de la technicité requise dans les domaines de compétences exercés par cet agent, il est proposé à l'assemblée municipale de créer un emploi permanent relevant du grade d'attaché territorial à temps complet.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le budget de la collectivité territoriale ;

Vu le tableau des effectifs de la collectivité ;

Considérant que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ;

Crée à l'unanimité un emploi permanent relevant du grade d'attaché territorial à temps complet ;

Modifie en conséquence le tableau des effectifs de la collectivité ;

Inscrit au budget de la collectivité les crédits nécessaires.

Adopté à l'unanimité
----------------------

### **11.3 - Actualisation du tableau des effectifs de la collectivité - Suppression d'emplois permanents**

Un certain nombre d'emplois permanents sont devenus vacants, notamment pour des emplois qui ne sont plus pourvus suite à des changements de grades des agents municipaux ou suite à des départs (mutation externe, retraite etc.).

Il convient donc de procéder à leur suppression au sein du tableau des effectifs des services municipaux de la collectivité.

---

*Christophe Meyer s'étonne que le projet de délibération fasse mention de l'avis favorable du Comité technique, alors même que la réunion de ce dernier a eu lieu postérieurement à la transmission des rapports aux Conseillers municipaux.*

*En complément de la réponse de Michel Sordi qui fait valoir l'importance de la confiance dans les relations entre la Municipalité et les représentants des agents communaux, Claude Meunier précise que la réunion du Comité technique, dont il est le Président, n'est que l'ultime étape d'un processus plus long au cours duquel se formalisent des avis en général connus en amont.*

---

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 ;

Vu le budget de la collectivité territoriale ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 8 novembre 2017 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à une actualisation du tableau des effectifs des services municipaux, afin qu'il corresponde aux besoins de la collectivité ;

Supprime à l'unanimité les emplois permanents vacants suivants :

Grade concerné	Catégorie	Nombre de poste	Durée hebdomadaire
<b>Filière administrative</b>			
Attaché principal	A	2	Temps complet
Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe	B	2	Temps complet
<b>Filière Technique</b>			
Agent de maîtrise principal	C	1	Temps complet
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	C	1	Temps complet

Supprime, lorsque les agents auront été nommés dans leur nouveau grade, les emplois permanents vacants suivants :

Grade concerné	Catégorie	Nombre de poste	Durée hebdomadaire
<b>Filière sociale</b>			
ATSEM principal de 2 <sup>ème</sup> classe	C	2	Temps non complet (25.04/35 <sup>ème</sup> )

Adopté à l'unanimité
----------------------

## **12 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°12** **Communauté de communes de Thann-Cernay (CCTC)**

### **12.1 - Modification des statuts – Evolution des compétences intercommunales**

La CCTC bénéficie de la Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) bonifiée qui s'est élevée à 451 156 € en 2017.

La DGF bonifiée est attribuée aux communes qui exercent des compétences dont le nombre est fixée par la loi et qui évolue vers une plus grande intégration intercommunale :

- 4 compétences dans un groupe de 8 jusqu'en 2016
- 6 compétences dans un groupe de 11 jusqu'en 2017
- 9 compétences dans un groupe de 12 à partir du 1er janvier 2018.

A noter que pour être retenue au titre de la DGF bonifiée une compétence doit être exercée dans son intégralité, selon tous les termes de la loi NOTRe.

A partir de 2018, le groupe des 12 compétences se compose ainsi :

- Développement économique ;
- Aménagement de l'espace communautaire (dont PLU intercommunal) ;
- Voirie ;
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations – GEMAPI – (obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018) ;
- Politique du logement ;
- Politique de la ville ;
- Déchets ;
- Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire ;
- Aires d'accueil des gens du voyage ;
- Assainissement ;
- Eau ;
- Maisons de services au public.

Dans l'état actuel des statuts de la CCTC, 8 compétences (y compris GEMAPI) peuvent être retenues pour l'éligibilité à la DGF bonifiée sous réserve d'ajustements pour certaines. La compétence assainissement collectif et non collectif déjà exercée ne pourrait cependant être retenue qu'en y intégrant l'assainissement pluvial.

Compte tenu du caractère obligatoire de la compétence GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2018, une compétence supplémentaire doit être inscrite dans les statuts.

La compétence assainissement pluvial entraîne des conséquences importantes sur les plans techniques et financiers qu'il convient d'étudier et d'anticiper au mieux d'ici 2020, date à laquelle cette compétence s'imposera.

La compétence « Maisons de services au public » peut intégrer les compétences communautaires (sans qu'elle soit nécessairement exercée).

Des ajustements sont à apporter aux compétences logement et cadre de vie, politique de la ville, aires d'accueil des gens du voyage pour respecter le libellé précis de la loi NOTRe.

Compétences actuelles	Compétences au 1 <sup>er</sup> janvier 2018
Politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville. Programmes d'actions définis dans le contrat de ville	Politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; <b>animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance</b> ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville
Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage	Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage <b>et des terrains locatifs familiaux</b>

Cette nouvelle rédaction des compétences permettra à la CCTC d'exercer 9 des compétences nécessaires à la bonification de la DGF à savoir :

- Développement économique ;
- GEMAPI ;
- Politique du logement ;
- Politique de la ville ;
- Déchets ;
- Développement et aménagement sportif ;
- Aires d'accueil des gens du voyage ;
- Eau ;
- Maisons de services au public.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu l'article L.5214-16 du Code général des collectivités territoriales ;

Approuve à l'unanimité la nouvelle rédaction des compétences de la Communauté de communes de Thann-Cernay telle que proposée ci-dessus ;

Ajoute aux compétences communautaires :

- la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations – GEMAPI (compétence obligatoire) ;



- la création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes (compétence optionnelle) ;

Intègre la compétence Eau aux compétences optionnelles (antérieurement compétence facultative) ;

Précise les libellés des compétences :

- Politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains locatifs familiaux ;

Approuve le projet de statuts modifiés ci-joint, intégrant la définition des compétences et attributions de la CCTC ;

Autorise le Maire, ou son représentant, à signer le ou les actes à intervenir, et tout document y afférent.

Adopté à l'unanimité
----------------------

## **12.2 - Pacte fiscal et financier 2015/2020 - Avenant n°2**

Le pacte fiscal et financier 2015-2020 a été approuvé par le Conseil de Communauté le 27 juin 2015. Sa vocation a été de créer un dispositif de solidarité financière entre la Communauté et les communes et d'optimiser les ressources à l'échelle du territoire communautaire. Il a permis de réaffecter aux communes le surcroît de produit fiscal levé, tout en améliorant le coefficient d'intégration fiscale communautaire, ce qui a eu un effet positif sur la Dotation Global de Fonctionnement (DGF) communautaire.

Le pacte prévoit, pour une première période allant de 2015 à 2017, un versement aux communes-membres de fonds de concours à hauteur d'un montant global annuel de 3 282 600 € (le montant alloué à chaque commune étant calculé au prorata des bases des trois taxes ménages), la prise en charge par la Communauté d'une fraction de la contribution des communes au Fonds national de Péréquation des Ressources Intercommunales et

Communes (FPIC) à hauteur de 217 715 €. L'axe 4 du pacte a par ailleurs conduit à la prise en charge par la Communauté d'un service mutualisé d'instruction des autorisations d'urbanisme, représentant un coût annuel d'environ 125 000 € (service mis en place depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015).

Il est aujourd'hui nécessaire de définir les conditions de poursuite du pacte pour la seconde période triennale 2018-2020, en consolidant sa vocation et les mécanismes et financements qui lui sont liés (fonds de concours et prise en charge du FPIC).

Il s'agit parallèlement d'assurer le financement de la compétence « très haut débit » (THD), intégrée dans les statuts communautaires en juillet 2016. La participation communautaire au déploiement du THD représente un coût prévisionnel de 2 961 350 €, sur la base des données actualisées début 2017 par ROSACE, concessionnaire de la Région Grand Est, soit 16 922 prises à poser sur le territoire de 14 des communes-membres, moyennant une contribution communautaire unitaire de 175 € (ne sont pas concernées l'ancienne Commune d'Aspach-le-Haut et les communes de Bourbach-le-Bas et de Bourbach-le-Haut, traitées de façon distincte).

Il est proposé de financer cette participation communautaire au moyen d'emprunts d'une durée de 20 ans, qui seraient réalisés au terme des différentes tranches de travaux facturées à la Communauté. Une réfaction serait ensuite appliquée aux montants annuels des fonds de concours figurant en annexe 1 du pacte à compter de l'année suivant le paiement des travaux des communes, à hauteur de l'annuité de l'emprunt ou de la fraction d'emprunt les concernant. Au-delà de l'échéance du pacte en 2020, les communes continueraient à prendre en charge cette somme dans les mêmes conditions jusqu'au terme de l'emprunt, dans des conditions qui seront arrêtées conjointement entre la Communauté de communes et ses communes-membres au courant de l'année 2020.

Enfin, il convient de préfigurer dans l'avenant la période qui suivra l'échéance du pacte fin 2020. Il est ainsi proposé de prévoir une clause de revoyure au cours de l'année 2020, afin de réaliser un bilan du pacte à son échéance et d'arrêter, conjointement entre la Communauté de communes et ses communes-membres, un dispositif de dynamisation des ressources et de solidarité adapté aux besoins du territoire.

De ce fait, il est proposé à l'assemblée municipale la mise en place d'un second avenant au pacte intégrant ces différents éléments.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté de Communes de Thann-Cernay approuvant le pacte fiscal et financier 2015-2020 ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Cernay, en date du 21 septembre 2015, approuvant à l'unanimité le pacte fiscal et financier 2015-2020 ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Cernay, en date du 24 juin 2016 approuvant l'avenant n° 1 au pacte fiscal et financier 2015-2020, relatif aux contributions dues par les communes au titre du FPIC ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté de Communes de Thann-Cernay, réuni en séance le 30 septembre 2017, approuvant l'avenant n° 2 au pacte fiscal et financier 2015-2020 ;

Approuve à l'unanimité l'avenant n° 2 au pacte fiscal et financier 2015-2020 (cf. annexe) ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer toutes pièces correspondantes.

Adopté à l'unanimité
----------------------

### **12.3 - Fonds de concours CCTC – Demande de versement**

En juin 2015, le Conseil de la Communauté de communes Thann-Cernay a approuvé le pacte fiscal et financier 2015-2020, ainsi que les modalités de versement par l'intercommunalité des fonds de concours adossés au pacte pour la période 2015-2017.

Les Conseils municipaux de chacune des 17 communes-membres ont été invités à approuver les conventions particulières.

Les fonds de concours peuvent être affectés au financement d'opérations d'équipement ou au financement des dépenses de fonctionnement liées à des équipements existants.

Les premières demandes de fonds de concours pour l'exercice 2017 présentées par la commune de Cernay, ont été soumises au Bureau de la Communauté de Communes en avril dernier, en vue d'un versement des premiers acomptes sur les aides correspondantes, soit la somme de 887 440 €.

Il appartient au préalable au Conseil municipal d'arrêter les opérations présentées au titre des demandes de fonds de concours liées au pacte, ainsi que leur plan de financement et de solliciter un fonds, qui ne peut excéder 50 % du montant restant à charge de la Commune (montants HT pour les dépenses d'investissement et TTC pour les dépenses de fonctionnement, sauf si ces dernières bénéficient d'une récupération de la TVA de plein droit ou sur option, les montants devant alors être mentionnés HT).

Un solde de fonds de concours en notre faveur étant disponible, une seconde demande de fonds de concours est ici présentée.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Cernay en date du 21 septembre 2015 approuvant le pacte fiscal et financier 2015-2020 ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté de Communes de Thann-Cernay approuvant le pacte fiscal et financier 2015-2020 ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Cernay du 7 avril 2017 approuvant la première demande de fonds de concours au titre de l'année 2017 ;

Approuve à l'unanimité les opérations et leur plan de financement définis dans le tableau ci-joint ;

Sollicite de la Communauté de Communes l'attribution un fonds de concours de 244 310 € pour cette seconde demande, dans le cadre du règlement d'intervention des fonds de concours annexé au pacte fiscal et financier ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer toutes pièces correspondantes.

Adopté à l'unanimité
----------------------

#### **12.4 - Rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement**

Le développement de l'activité humaine entraîne obligatoirement l'augmentation des rejets polluants notamment dans l'eau. Le déversement de ces eaux polluées dans le milieu naturel entraînerait une dégradation de l'environnement.

Les réserves en eau n'étant pas inépuisables, il est important de protéger les ressources. La dégradation de la qualité de l'eau peut entraîner la pollution de certaines réserves, les rendant ainsi inutilisables pour la production d'eau potable. Des techniques de traitements très complexes et sophistiquées devraient alors être mises en place pour rendre sa qualité à l'eau mais à des coûts très élevés.

L'assainissement, qu'il soit collectif ou autonome, permet la dépollution des eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel et qu'elles rejoignent le cycle naturel de l'eau. Le « nettoyage » des eaux usées limite le plus possible la pollution des réserves en eau : rivières, lacs, nappes souterraines etc. L'assainissement joue un rôle important dans la protection sanitaire des populations. Il contribue à maintenir la qualité de l'environnement et à sauvegarder l'eau, ressource naturelle indispensable à la vie.

L'on comprend dès lors l'importance des services publics d'eau et d'assainissement gérés par la Communauté de Communes de Thann-Cernay. C'est cette gestion qui est retracée dans les rapports d'activités 2016 qui ont été adressés aux Conseillers municipaux, afin de satisfaire la légitime obligation d'information de ces derniers.

Le document joint en annexe regroupe les éléments concernant l'eau et l'assainissement :

**EAU**

Le rapport 2016 détaille la production, la distribution et la consommation, la qualité de l'eau, les indicateurs financiers et descriptifs des services, les différents indicateurs relatifs à l'exploitation en délégation de service public, ainsi que le programme prévisionnel des travaux en 2017.

**ASSAINISSEMENT**

Ce rapport évoque de manière précise le réseau, les indicateurs de performances et financiers, le fonctionnement de la station d'épuration, les différents indicateurs relatifs à l'exploitation en délégation de service public, ainsi que le programme prévisionnel des travaux en 2017.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Prend acte du rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement de la Communauté de Communes de Thann-Cernay.

A pris acte
-------------

**13 - Questions orales**

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur Sordi indique qu'il est possible d'examiner les questions orales dans l'ordre chronologique de leur transmission.

Il invite Madame Sylvie REIFF-LEVETT à poser la première question.

*« Le cimetière a été réorganisé en fonction de la partie nouvelle. Lors de cette réorganisation, pourquoi n'avez-vous pas tenu compte des difficultés que peuvent rencontrer les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite ? Pourquoi ne pas laisser des caddies à chaque entrée, pourquoi prévoir des place de stationnement handicapée qu'à une seule porte d'entrée, pourquoi ne pas mettre un revêtement plus confortable dans les allées ? Les caddies, très pratique pour transporter des objets lourds ne sont plus disponibles aux entrées. Il faut les chercher à l'autre bout du cimetière. Ensuite les places de parking réservées aux personnes à mobilité réduite sont à la nouvelle entrée, soit le plus loin possible du centre du cimetière. D'autre part, ayant pu en faire l'expérience le 1er novembre, il est quasi impossible de se déplacer dans les allées du cimetière avec un fauteuil roulant ou un déambulateur. »*

Monsieur SORDI passe la parole à Monsieur Michel FLIEG, afin de lui permettre de répondre à cette question.

**Michel FLIEG**

*« Madame la Conseillère,*

*Le cimetière de Cernay est un lieu qui nous concerne tous. C'est un lieu qui fait l'objet d'une attention toute particulière et constante de la Municipalité.*

*Le cimetière a fait l'objet d'investissements non négligeables depuis des années. C'est ainsi que plus d'un demi-million d'euros a été investi ces cinq dernières années. En 2017 vous aurez constaté que le vieux portail de la rue des Montagnes a été remplacé par un mur en galets et qu'un nouvel enrobé a été posé sur le parking côté sud près du portail d'entrée principal.*

*Depuis 1833, le cimetière avec ses allées engravillonnées accueille les pas des visiteurs, avec ce crissement si particulier que chacun a déjà pu ressentir. Ces gravillons permettent aussi d'intervenir après chaque affaissement dus aux fossoyages. Les services techniques comblent régulièrement ces affaissements et ratissent les allées pour conférer un caractère soigné à notre cimetière. Il n'est pas envisagé de procéder à la pose d'un enrobé sur les allées principales, car il faudrait créer une voirie avec un assainissement pour les eaux pluviales afin de ne pas évacuer l'eau sur les tombes, décaisser, faire une fondation type trottoir, puis poser un enrobé. Et c'est sans compter l'entretien, qui consistera à combler les inévitables affaissements par des rustines. De plus, il restera toujours une partie du chemin en gravillons pour ceux qui n'auraient pas la chance d'avoir une concession en bordure des allées principales.*

*Parmi la centaine de places de parking, conformément à la réglementation, il y a 3 places réservées aux handicapés pour les jours de grande affluence. Il y en a une au sud du cimetière et deux à l'est. Les jours ordinaires, le parking est suffisamment dimensionné pour permettre à chacun de stationner plus près de sa concession.*

*Rappelant quand même que le problème pourrait se poser un jour par an : à la Toussaint ! S'agissant des caddies, ils ont effectivement été déplacés vers le portail ouest pour désencombrer le portail de l'entrée principale.*

*A droite et à gauche du portail principal, il n'y a pas la place pour ranger à la fois les bennes à déchets et les caddies, tout en gardant accessibles les tombes historiques situées de part et d'autre de l'entrée de la famille Witz d'un côté et de la famille du général Ingold compagnon de la Libération de l'autre. »*

Monsieur SORDI invite Monsieur Christophe MEYER à poser la deuxième question.

*« Certains d'entre nous ont assisté à la présentation presse de l'excellent ouvrage « Genèse et jeunesse d'un vignoble ». La ville de Cernay y a judicieusement acheté un encart pour soutenir ce projet ambitieux. En feuilletant l'ouvrage, on peut y lire « lancé il y a plus de 40 ans par le CIVA, la mise en place des panneaux d'entrée de communes - cités viticoles - est en cours ». Savez-vous où en est ce projet ?*



*D'une façon générale, outre les actions déjà menées au niveau de la communauté de communes pour l'aspect touristique, quels sont vos actions et projets pour défendre la spécificité viticole de notre commune et son apport à notre économie locale ? »*

Il passe la parole à Monsieur Alain BOHRER, afin de lui permettre de répondre à cette question.

**Alain BOHRER**

*« Monsieur le Conseiller,*

*Nous saluons également le travail de recherche historique, la mémoire et le talent de l'auteur de l'ouvrage « Genèse et jeunesse d'un vignoble », M. Tharcisse Meyer (votre oncle je crois !) qui, par ce livre, contribue à une meilleure connaissance du patrimoine viticole alsacien et à l'attractivité de notre territoire. La ville de Cernay soutient les activités contribuant au développement économique et touristique local et a donc, tout naturellement, apporté son aide à ce projet.*

*La mise en place supplémentaire de panneaux signalétiques de la « Route des Vins », sur le chemin départemental dans la traversée d'Uffholtz et de Cernay entre Wattwiller et Vieux Thann, rentre dans le cadre des compétences de la Communauté de Communes de Thann Cernay (CCTC). Ce projet, qui répond à la demande du Syndicat Viticole, a fait l'objet d'une analyse sur le terrain des points d'implantation pertinents, menée par Joël Mansuy, vice-président de la CCTC en charge du développement touristique accompagné de Baptiste Perrier et de moi-même. Sa réalisation, doit être inscrite en ligne budgétaire de la CCTC et se concrétiser en 2018.*

*Je tiens à préciser que Cernay, bien que n'ayant qu'un domaine viticole planté d'environ 5 hectares, par rapport aux autres communes que sont Steinbach, Uffholtz, Wattwiller qui totalisent plus de 140 hectares en AOC, participe de façon active aux projets menés pour promouvoir notre domaine viticole. Nous avons par exemple participé à la création de deux sentiers viticoles sur Steinbach, Uffholtz et Wattwiller avec la CCTC, ou contribué à l'ouverture du caveau de l'office de tourisme de Cernay en saison touristique, dans la villa Carrère, pour la présentation et vente des vins du terroir avec l'Office de Tourisme de Thann Cernay. Nous restons à l'écoute et encourageons toutes initiatives à même de renforcer et promouvoir l'activité viticole de notre ville. »*

Monsieur SORDI invite Madame Anne EBRLEIN à poser la troisième question.

*« Mardi prochain se déroule un exercice de confinement avec de nombreuses dispositions perturbantes pour la circulation automobile. Des informations complètes sont bien en ligne sur le site internet de la ville. Or nous n'y avons rien trouvé sur l'appli de Cernay. Soit l'information est difficile d'accès immédiat soit elle n'y est pas. Dans ce cas, pourquoi ? De nombreuses personnes ont téléchargé cette application. C'est qu'elle répond à un besoin. Auxquels on ne répond pas parfaitement si on n'alimente pas efficacement cette application. »*

Il passe la parole à Monsieur Guillaume GERMAIN, afin de lui permettre de répondre à cette question.

**Guillaume GERMAIN**

*« Madame la Conseillère,*

*Vous avez raison de rappeler qu'un exercice de confinement aura lieu la semaine prochaine, plus particulièrement mardi matin, durant 1 heure, à partir de 9 heures. L'information, comme vous le faites justement remarquer, figure sur notre site internet depuis près de 15 jours. La préfecture, elle-même, pilote de cet exercice et, par conséquent, chef d'orchestre de la communication de cet événement -si j'ose dire-, a réalisé une information à destination des habitants par différents canaux. La presse s'en est d'ailleurs récemment faite l'écho. L'information circule donc abondamment et c'est une excellente chose pour éviter toutes incompréhensions le jour J.*

*S'agissant de l'application, comme vous le savez, il s'agit d'un outil qui a cette particularité de pouvoir effectuer des "push", dit plus simplement qui peut imposer de l'information à celles et ceux qui, à un moment ou un autre, ont téléchargé l'outil. Contrairement à un site internet ou à un journal qui nécessitent une démarche active et régulière de consultation ou d'achat, le "push" est une intrusion directe mais consentante dans la vie des habitants. L'application est donc un outil complémentaire du site internet. En clair, à chaque outil ses propres vertus !*

*Ce qui signifie également que l'utilisation qui en est faite n'est évidemment pas la même. Quand le site internet livre une information, l'application, quant à elle, pousse une information. Il n'y a donc absolument pas de défaut d'efficacité dans l'alimentation de l'application mais ce silence immédiat, que vous avez relevé, n'est pas une erreur mais un choix ! Il procède d'un plan de communication. Le site a livré l'information bien en amont et l'application poussera l'information dans les dernières encablures avant l'événement pour qu'elle soit bien fraîche dans les esprits des habitants. Aussi, je peux d'ores et déjà vous dire la fenêtre de tir que nous avons retenue pour pousser l'information. Nous le ferons dimanche entre 18 heures et 20 heures, juste avant d'aborder la semaine concernée.*

*Permettez-moi toutefois de vous dire pour conclure que ce procès en efficacité m'a beaucoup fait sourire tant il révèle chez vous un goût immodéré du "double lien." Et les exemples sont légions. Vous voulez plus d'ATSEM mais vous voulez, en même temps, à chaque débat budgétaire, qu'on baisse les impôts locaux. Vous réclamez plus de sécurité mais vous n'avez pas voulu d'une nouvelle tranche de vidéoprotection.*

*En matière de communication, pour en revenir à votre question, vous vous opposiez, en commission en 2014, à la réalisation d'une application pour la ville la jugeant trop coûteuse et redondante avec un site internet bien alimenté ; trois ans plus tard, vous soulignez le succès du téléchargement de cette application et dénoncez au contraire son alimentation imparfaite.*

*Autre temps, autre lecture, me direz-vous mais j'avoue avoir parfois un peu de mal à vous suivre... ».*



*Alors que Christophe Meyer interrompt Guillaume Germain au moment où celui-ci répond à la question orale relative à l'utilisation de l'application "Ville de Cernay" dans le cadre du prochain exercice de sécurité civile des entreprises PPC et MILLENIUM au motif que, selon lui, les arguments avancés seraient inexacts car non-contextualisés, Michel Sordi, en sa qualité de Président de l'assemblée communale, rappelle que les questions orales ne font pas l'objet d'un débat et que, de surcroît, si Christophe Meyer et l'ensemble des élus de la minorité municipale n'ont pas été interrompus lorsqu'ils ont donné librement lecture de leurs questions, il leur appartient, en retour, de ne pas interrompre ceux et celles qui répondent aux questions orales qu'ils ont formulées.*

---

#### **14 - Informations à la Municipalité**

Monsieur SORDI passe la parole à Madame Anita BURGER, Adjointe à la culture, pour la communication des manifestations à venir.

##### **Anita BURGER**

11 novembre	9h	Commémoration de l'Armistice 1918 Office religieux église Saint-Etienne Défilé et commémoration
11 novembre	20h	Concert Ensemble « Neuf de Chœur » Chapelle de l'Ochsenfeld
11 novembre	20h30	Première du Théâtre Alsacien de Cernay Cercle familial
18 novembre	20h30	Théâtre Alsacien de Cernay Cercle familial
18/19 novembre	10h à 18h	Exposition « Plaisir des yeux » Espace Grün
19 novembre	16h30	Concert de la chorale ARCADIA Eglise du Saint-Esprit
25 novembre	10h à 19h 14h0 à 18h	8 <sup>ème</sup> Marché des Céramistes à l'Espace Grün Exposition avicole au Cercle familial
26 novembre	10h à 18h 19h à 18h 16h30	8 <sup>ème</sup> Marché des Céramistes à l'Espace Grün Exposition avicole au Cercle familial Concert Musique municipale de Cernay Eglise du Saint-Esprit (pas à l'église St-Etienne !)

1 <sup>er</sup> décembre	20h30	Théâtre Alsacien de Cernay Cercle familial
3 décembre	14h30	Théâtre Alsacien de Cernay Cercle familial
	16h	Concert AXIS Eglise Saint-Etienne
5 décembre	16h	Venue de Saint Nicolas (Syndicat d'initiatives) Centre-ville
9 décembre		Fête des Aînés à l'Espace Grün
9 décembre	20h30	Théâtre Alsacien de Cernay Cercle familial
10 décembre		Animations centre-ville (Vitrines de Cernay.com)
	17h	Concert Ensemble « Chœur et Voix » Temple protestant

Madame Sylvie REIFF-LEVETT souhaite rajouter trois manifestations se déroulant à l'institut Saint-André :

18 novembre	20h	Concert M. TIRABOSCO Chapelle
3 décembre	17h	Concert Atout Chœur Chapelle
1/2/3 décembre		Marché de Noël

Fin de la séance : 21h41



Guillaume GERMAIN  
Adjoint au Maire  
Secrétaire de séance